

18 ans de BDS. 18 ans d'impact pour transformer l'obscurité en lumière

11.07.2023

Categories: Apartheid et colonialisme

BDS soutient les palestinien-ne-s pour qu'ils et elles continuent à endurer et à résister aux ténèbres du colonialisme et de l'apartheid jusqu'à ce que nous atteignons la lumière de la liberté, de la justice, de l'égalité et de la dignité.

Aujourd'hui marque le **18e anniversaire de l'appel historique** d'une vaste coalition palestinienne à **boycotter, désinvestir et sanctionner le régime israélien** d'occupation militaire, de colonisation et d'apartheid. En cet anniversaire, nous commémorons les innombrables journées noires qui ont jeté une ombre sur nos cœurs. Rien qu'au cours de cette année, les palestiniens du monde entier ont été confrontés à une escalade de massacres, d'atrocités, de sièges, de pogroms, de frappes aériennes et d'appels non dissimulés au génocide. Dououreux et dévastateurs, ces événements ont beau signer **l'heure la plus sombre de ce régime d'oppression vieux de 75 ans – ils laissent aussi percer la lumière d'une proche libération.**

De Jérusalem à Gaza, de Masafer Yatta à Jénine, d'an-Naqab à la Galilée, et à travers les camps de réfugiés en Palestine et en exil, nous résistons à la colonisation de notre terre et au déplacement forcé de notre peuple, tout comme nous résistons à leurs tentatives de coloniser nos esprits pour les plonger dans l'horreur et le désespoir. Avec notre résistance populaire sous ses diverses et nombreuses formes, nous nous montrons inébranlables, nous résistons et nous insistons sur notre « menu de droits » complet.

BDS soutient les palestiniens pour qu'ils et elles continuent à endurer et à résister aux ténèbres du colonialisme et de l'apartheid jusqu'à ce que nous atteignons la lumière de la liberté, de la justice, de l'égalité et de la dignité. Le mouvement BDS non violent et antiraciste est désormais soutenu par des mouvements de masse luttant pour la justice raciale, sociale, autochtone, économique, climatique et de genre, représentant des dizaines de millions de personnes dans le monde, ainsi que par des dizaines de groupes juifs progressistes.

Des personnalités internationales, dont les lauréats et lauréates du prix Nobel, Mgr Desmond Tutu, Annie Ernaux, Charles P. Smith, Mairead Maguire, Adolfo Peres Esquivel, Jody Williams, Rigoberta Menchú et Betty Williams, et des auteurs influents tels que Naomi Klein, Stéphane Hessel, et Judith Butler, parmi beaucoup d'autres, ont approuvé BDS, l'embargo militaire contre Israël ou encore d'autres mesures exigeant la responsabilisation dans les secteurs liés au BDS afin de soutenir les droits des palestiniens et palestiniennes.

Pour marquer le 18e anniversaire du mouvement BDS, nous voulons souligner son rôle indiscutable dans la

transformation sans précédent du narratif concernant la Palestine et des droits inaliénables du peuple palestinien. Nous énumérons donc ici les moments les plus significatifs (en dehors du monde arabe) qui démontrent l'impact qu'a eu BDS dans le rappel à l'ordre eu égard aux responsabilités et dans la lutte contre la complicité, dans le monde entier, des États, des entreprises et des institutions.

VERS DES POLITIQUES SANS APARTHEID

2023 : Un appel joint, le Palestinian Anti-Apartheid Call, est lancé par le Département anti-apartheid de l'OLP, le mouvement BDS, le Palestinian Human Rights Organizations Council (PHROC), le Palestinian NGO Network (PNGO), et le ministère palestinien de la Justice. Ils appellent à la création d'un « Front mondial pour démanteler le régime israélien de colonisation et d'apartheid ».

2020 – 2023 : 10 ex-présidents et plus de 700 députés, personnalités éminentes et dirigeants du Sud global répondent à l'appel palestinien contre l'apartheid israélien en exhortant l'ONU à enquêter sur l'apartheid israélien, à réactiver le Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid et à imposer des sanctions. Depuis lors, menés par l'Afrique du Sud et la Namibie, un nombre croissant d'États ont reconnu la nature apartheid du régime israélien, et la société civile du monde entier fait pression pour une action de l'ONU maintenant.

2023 : Des villes du monde entier rompent leurs liens avec le régime d'occupation et d'apartheid israélien, notamment Barcelone, Liège, Verviers, Oslo et Belém.

2023 : Apartheid-Free-Communities est lancé, à l'initiative de l'American Friends Service Committee (AFSC), et approuvé par des dizaines de communautés religieuses et d'autres communautés en Amérique du Nord qui s'engagent à « s'éloigner de tout soutien à l'apartheid, à l'occupation et au colonialisme israéliens. »

2016 – 2023 : Des milliers d'associations locales, de restaurants, de magasins, d'entreprises, de syndicats étudiants, de conseils municipaux et d'organisations du monde entier se déclarent Zones franches d'apartheid (Apartheid Free Zones).

2021 – 2022 : Amnesty International (2022), Human Rights Watch, B'Tselem (2021) et Al-Haq (2022) publient des rapports sans précédent concluant qu'Israël commet le crime contre l'humanité de l'apartheid contre le peuple palestinien.

RESPONSABILITÉ ET SANCTIONS AU NIVEAU DE L'ÉTAT

2023 : Le parlement sud-africain vote pour rétrograder les relations diplomatiques avec Israël. La ministre des Relations internationales et de la Coopération, Naledi Pandor, demande à la Cour pénale internationale d'émettre des mandats d'arrêt contre les « dirigeants de l'apartheid israélien » qui sont responsables du « massacre du peuple palestinien ».

2023 : La commission PEGA (Pegasus) du Parlement européen reconnaît que certains logiciels espions proviennent d'Israël et sont illégalement testés sur des palestiniens, devenant ainsi le premier organe officiel de l'UE à reconnaître que les liens militaires avec Israël présentent un risque important pour les droits de l'homme – et à appeler à les restreindre. Cela fait suite à une pression soutenue de la campagne #BanSpyware du mouvement BDS, y compris une récente Journée mondiale d'action contre les logiciels espions, avec plus de 3,4 millions de personnes dans le monde appelant à interdire ces logiciels.

2022 – 2023 : Après une année d'Initiative citoyenne européenne (ICE) visant à interdire le commerce avec les colonies, la Commission européenne des pétitions (PETI) décide à l'unanimité que la Commission européenne doit fournir une réponse à notre demande d'arrêter le commerce avec les colonies illégales.

2020 : Dans une victoire juridique majeure pour BDS, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) déclare à l'unanimité que la condamnation répressive par la plus haute juridiction française en 2015 des militants du BDS qui plaidaient de manière non violente pour le boycott d'Israël viole l'article 10 (liberté d'expression) de la Convention européenne des droits humains.

2016 : La Haute Représentante de l'UE, Federica Mogherini, affirme le #RightToBDS dans le territoire de l'UE, à la suite de campagnes populaires et de lettres signées par plus de 350 organisations de défense des droits humains et 30 députés. La même année, les Pays-Bas rejettent les appels à punir les activités du BDS au motif qu'elles impliquaient une « discrimination » contre Israël, affirmant que « les droits humains, y compris l'interdiction de toute discrimination, visent explicitement à protéger les individus [et] les groupes d'individus », et non les États. .

2014 : Le gouvernement chilien gèle les pourparlers sur l'accord de libre-échange avec Israël suite à la campagne de députés et de palestinien.ne.s dans le pays.

2014 : Rio Grande do Sul (Brésil) annule un projet avec la plus grande société militaire israélienne Elbit Systems qui devait construire un microsatellite pour l'armée brésilienne, et la province de Buenos Aires (Argentine) annule un contrat avec le transporteur d'eau national israélien Mekorot pour une importante station d'épuration.

2013 : L'UE publie des lignes directrices qui interdisent le financement par l'UE d'activités et de projets israéliens dans le Territoire palestinien occupé (TPO), y compris Jérusalem-Est.

DESINVESTISSEMENT

2009 – 2021 : Le fonds souverain norvégien de 1 300 milliards de dollars se départit en 2009 d'Elbit Systems, et en 2021 se départit de deux entreprises liées aux colonies israéliennes dans les TPO. Toujours en 2021, avec plus de 95 milliards de dollars d'actifs, le plus grand fonds de pension norvégien, KLP, se départit de 16 sociétés en raison de leurs liens avec les colonies.

2020 : L'Université de Manchester (Royaume-Uni) retire près de 2 millions de livres sterling d'investissements dans des entreprises complices avec l'oppression israélienne. Aux États-Unis, les étudiants de l'Université de Columbia, de l'Université de l'Illinois Urbana-Champaign et de l'Université d'État de San Francisco votent tous pour se désengager de l'apartheid israélien.

2021 et 2012 : En 2021, New Zealand Superannuation Funds, des fonds de retraite néo-zélandais, qui s'étaient déjà en 2012 départi d'Elbit Systems, se désinvestissent aussi des banques israéliennes. Toujours en 2021, l'East Sussex Pension Fund (Royaume-Uni) se départit d'Elbit Systems.

2016 et 2014 : Presbyterian Church USA en 2014 cède HP, Caterpillar et Motorola Solutions. En 2016, l'United Methodist Church se départit de G4S et de toutes les banques israéliennes.

2012 : La Quaker Friends Fiduciary Corporation et le géant américain des fonds de pension TIAA-CREF retirent près de 73 millions de dollars à Caterpillar.

RESPONSABILISATION ÉCONOMIQUE ET CORPORATIVE

2023 : Avec la montée en puissance du gouvernement israélien d'extrême droite et ses plans de réforme judiciaire de grande envergure, l'économie israélienne est confrontée à une grave instabilité et à une fuite des capitaux – contribuant à augmenter encore l'impact de l'actuelle campagne menée par les palestiniens pour isoler l'apartheid. Moody's évalue vers le bas les perspectives de crédit d'Israël ; les entreprises technologiques américaines commencent à fermer les opérations en Israël ; les entreprises de haute

technologie israéliennes déménagent à l'étranger ; les investissements dans la haute technologie israélienne sont en forte baisse ; et l'ancien président du Conseil économique national d'Israël, le professeur Eugene Kandel, prédit 2 scénarios pour l'économie israélienne, « une crise cardiaque ou un cancer ». En bref, Israël devient rapidement une #ShutDownNation.

2023 : #BDS déclare une victoire majeure lorsque la plus grande entreprise de sécurité au monde, G4S, se désinvestit complètement d'apartheid Israël en vendant ses parts dans l'académie de formation de la police israélienne.

2023 : Carrefour annonce qu'il n'ouvrira aucun magasin dans les colonies, pour éviter un « risque de complicité », provoquant une campagne de contre-boycott contre l'entreprise par des colons israéliens d'extrême droite. La complicité continue de Carrefour dans l'apartheid signifie cependant que la campagne BDS #BoycottCarrefour doit se poursuivre.

2022 : La marque de glaces multinationale et socialement responsable Ben & Jerry's cesse ses activités dans l'Israël apartheid. En 2021, le conseil d'administration indépendant de l'entreprise avait en effet décidé de cesser de vendre ses produits en Israël et dans ses colonies illégales.

2018 : AXA IM, filiale à 100% d'AXA, se sépare d'Elbit Systems, suite aux pressions de la coalition Stop AXA Assistance to Israel Apartheid. Les investissements continus d'AXA dans des banques israéliennes profondément complices signifient pourtant, qu'ici aussi, la campagne #BoycottAXA ne peut que se poursuivre.

2016 : Orange abandonne sa filiale israélienne suite à une campagne BDS particulièrement inspirée, et la société irlandaise de matériaux de construction CRH quitte le marché israélien en vendant sa participation dans la société israélienne complice Nesher Cement.

2015 : Le conglomérat français Veolia cède sous la pression massive de BDS, ce qui lui a coûté des appels d'offres mondiaux d'une valeur de plus de 20 milliards de dollars, mettant fin à toutes ses activités israéliennes.

2014 : La société israélienne SodaStream est forcée de fermer son usine située dans une colonie illégale près de Jérusalem occupée, à la suite d'une campagne mondiale de BDS qui a poussé de nombreux détaillants à se débarrasser de ses produits.

2013 : Unilever ferme son usine dans la colonie israélienne illégale de Barkan à la suite de menaces de boycott et de pressions d'organisations de défense des droits humains. Un rapport de l'ONU condamnant les entreprises opérant dans les colonies illégales et les appelant à se retirer est publié à peu près au même moment.

2011 : Assa Abloy, le fabricant géant suédois de Mul-T-Lock, ferme son usine dans la colonie israélienne illégale de Barkan sous la pression d'organisations de défense des droits humains et de l'Église de Suède.

2011 : Agrexco, le principal exportateur de fruits et légumes d'Israël et l'une des principales cibles du BDS, fait faillite faute d'investisseurs après des années de baisse de ventes dans 13 pays européens.

SOLIDARITÉ SYNDICALE ET OUVRIÈRE

2005 – 2023 : Les principales fédérations syndicales et organisations syndicales du monde entier ont soutenu BDS, notamment : le Congress of South African Trade Unions-COSATU et le South African Federation of Trade Unions (Afrique du Sud); le Irish Congress of Trade Union (Irlande); le Central Única dos Trabalhadores-CUT (Brésil); le CTA Autonoma (Argentine); le Trade Union Congress (RoyaumeUni);

LO (Norvège); Solidaires (France); Canadian Union of Postal Workers (Canada); United Electrical-UE et les succursales de l'United Auto Workers-UAW à l'University of California, NYU & UMass Amherst (États-Unis); la Confederation of Christian Trade Unions (Belgique); le Central Unitaria de Trabajadores de Colombia (Colombie); des syndicats affiliés à la WFTU : CITU, AICCTU (Inde); l'Italian Federation of Metalworkers-FIOM (Italie).

2023 : Les fédérations syndicales MLC, CTSP et FPBOU (Maurice) appellent leur gouvernement à soutenir la reconstitution du Comité spécial des Nations unies contre l'apartheid.

2009 – 2021 : Suite à l'attaque contre la Freedom Flotilla en 2009, les dockers du monde entier empêchent les navires de l'Israël apartheid d'accoster ou de décharger en Inde, en Afrique du Sud, en Suède, en Turquie et aux États-Unis. En 2021, les dockers mènent ou soutiennent des initiatives, comme celle de Block the Boat de l'AROC (Arab Resource and Organizing Center), qui empêchent les navires israéliens de charger/décharger dans les ports d'Oakland, Californie (États-Unis) à Durban (Afrique du Sud) en protestation contre les atrocités israéliennes à Gaza et à Jérusalem.

2017 : All India Kisan Sabha, représentant 16 millions d'agriculteurs indiens, soutient l'appel de BDS et la campagne contre les interventions agroalimentaires israéliennes en Inde.

BOYCOTT CULTUREL

2004 – 2023 : Des milliers d'artistes influents et d'autres personnalités culturelles du monde entier dans tous les domaines, en plus de plusieurs syndicats et collectifs d'artistes importants, soutiennent le boycott culturel d'Israël. Ces artistes comprennent des stars de la pop et du rock, des rappeurs, des DJ et des producteurs, des auteurs et dramaturges lauréats du prix Pulitzer, des cinéastes et acteurs de premier plan, des artistes visuels, des danseurs et bien d'autres. Des mouvements tels que Black for Palestine, Musicians for Palestine et Visual Arts for Palestine sont lancés, ainsi que des mouvements similaires en Amérique latine, en Inde, en Afrique du Sud et dans toute l'Europe. Les figures incluent les musiciens Roger Waters, Brian Eno, FKA Twigs, Seun Kuti, Patti Smith et Rage Against the Machine; les écrivains Sally Rooney, John Berger, Henning Mankell, China Miéville, Caryl Churchill et Kamila Shamsie; l'artiste visuel Tai Shani et la photographe Nan Goldin, pour n'en citer que quelques-un.e.s.

2004 – 2023 : Des artistes de renommée mondiale annulent des spectacles et des événements dans apartheid Israël après des appels d'artistes palestiniens et internationaux et de défenseurs des droits humains. Il s'agit notamment de Lorde, Lana del Rey, Shakira, Natalie Portman, Elvis Costello, Pharrell, The Killers, Gil Scott-Heron, Lauryn Hill, Gilberto Gil, Zakir Hussain, Faithless, Big Thief, Rodrigo et Gabriela, Marianah, U2, Bjork, Snoop Dogg, Cat Power, Vanessa Paradis, Gorillaz et bien d'autres.

2004 – 2023 : Des personnalités du cinéma, y compris à Hollywood, appellent à une solidarité significative avec les palestiniens et des mesures visant à mettre Israël devant ses responsabilités. On y trouve Mark Ruffalo, Susan Sarandon, Tony Kushner, Tilda Swinton, Pedro Almodovar, Miriam Margolyes, Boots Riley, Alia Shawkat, Ken Loach, Julie Christie, Jim Jarmusch, Thandiwe Newton, Gael García Bernal, Maxine Peake, Mike Leigh, Sarah Schulman, James Schamus, Mira Nair, Viggo Mortensen, Harriet Walter et bien d'autres.

2004 – 2023 : Des centaines d'artistes boycottent les événements et rencontres internationales parrainés par les ambassades et consulats israéliens, ou qui censurent et excluent les artistes qui soutiennent les droits des palestiniens, y compris BDS. Il s'agit notamment d'artistes qui se sont retirés du Sydney Festival, du festival Pop-Kultur Berlin, du festival Ruhrtriennale, des clubs techno allemands et bien d'autres.

2018-19 : La campagne d'un an pour boycotter l'Eurovision organisée dans la ville apartheid de Tel-Aviv a eu pour résultat de réduire le nombre de ses visiteurs internationaux d'environ 90 %, obligeant les

organisateur à donner littéralement des sièges vides aux soldats et aux colons israéliens. Israël s'est vu contraint de déplacer le concours prévu à Jérusalem, et a vu échouer son projet d'utiliser le concours pour renforcer son annexion illégale de la ville et son occupation de la ville palestinienne de Jérusalem-Est. Plus de 150 000 personnes, des centaines d'artistes et bien plus de 100 organisations et centres LGBTQIA+ se sont joints à la campagne. Les médias grand public l'ont, de façon unilatérale, décrit comme l'Eurovision la plus controversée de tous les temps. Sur des millions de messages, le mot le plus tweeté à côté du hashtag officiel de l'Eurovision d'Israël, à part « Israël », fut « apartheid ».

BOYCOTT ACADÉMIQUE ET ACTIVISME SUR LES CAMPUS

2013 – 2023 : L'American Studies Association (ASA), basée aux États-Unis, vote le boycott des institutions académiques israéliennes, tout comme la Middle East Studies Association (MESA), l'Association of Black Anthropologists, l'Association for Asian American Studies (AAAS), la Native American and Indigenous Studies Association (NAISA), la British Society for Middle Eastern Studies (BRISMES), la Canadian Society for Socialist Studies (SSS) et le Latin American Council of Social Sciences (CLACSO), avec plus de 800 centres de recherche dans 55 pays.

2014 – 2022 : The Graduate Institute Student Association, le journal étudiant de Harvard The Crimson, plus de 50 groupes d'étudiants de l'Université de New York, la Fédération canadienne des étudiants, la Fédération étudiante de l'Université Austral du Chili (FEUACH), le National Union of Students au Royaume-Uni, entre autres, adoptent des motions en faveur de BDS.

2021 : En nombre sans précédent, des centaines de départements universitaires, de programmes, d'associations et de syndicats, et des dizaines de milliers d'universitaires dans le monde défendent les droits des palestiniens, soutenant des boycotts ou d'autres mesures visant à mettre Israël devant ses responsabilités et à le contraindre à rendre compte de ses actes.

2021 : University of Brasilia Professors Association (Brésil) vote à 80 % contre toute collaboration avec l'apartheid israélien.

2011 : L'Université de Johannesburg (Afrique du Sud) rompt ses liens avec l'Université Ben Gourion (BGU) d'Israël pour protester contre sa complicité avec l'apartheid israélien.

2005 : L'Association of University Teachers-AUT (Royaume-Uni) adopte le boycott académique d'Israël.

BOYCOTT SPORTIF

2021 – 2022 : Les stars et les équipes sportives en nombre sans précédent défendent les droits des palestiniens et refusent de « sportwash » l'apartheid israélien.

2018 – 2022 : L'Oakland Roots SC, le First League Qatar Sports Club, UiTM, la plus grande université de Malaisie, le Luton Town FC, le Forest Green Rovers FC et le Chester FC abandonnent le parrainage de PUMA (une entreprise allemande d'articles de sport) ou s'engagent à ne pas signer avec PUMA en raison de sa complicité avec l'apartheid israélien.

2021 : Un match « amical » entre le FC Barcelone et le club raciste israélien du Beitar Jérusalem est [annulé](#) après que le FC Barcelone a conditionné le match à ce qu'il ne soit joué à Jérusalem, là où Israël poursuit son nettoyage ethnique progressif des communautés autochtones palestiniennes.

2021 : La Malaisie [interdit](#) à l'équipe israélienne de squash sa participation au tournoi mondial.

2018 : Suite à une campagne de pression, l'équipe masculine de football d'Argentine [annule](#) un voyage en

apartheid Israël pour un match « amical ».

2017 : Plus de la moitié des joueurs de la NFL (États-Unis), qui avaient réservé auparavant, se sont retirés d'un voyage de propagande tous frais payés organisé pour améliorer l'image d'Israël.

LUTTE CONTRE LE PINKWASHING

2019 – 2023 : Plus de 50 cinéastes ont [retiré leurs films](#) du TLVFest, sponsorisé par le gouvernement israélien dans une tentative de « pinkwashing », en réponse à l'appel des queers palestiniens et de leurs sympathisants du monde entier.

2023 : Le musicien britannique, Sam Smith, artiste lauréat d'un Grammy Award, [annule](#) ses performances dans apartheid Israël, pour éviter que l'art ne participe au « pinkwashing » par Israël de son oppression des palestiniens.

2022 : La Lisbon Pride [refuse](#) que l'ambassadeur israélien participe à leur événement, affirmant qu'il serait « hypocrite » de permettre à un État apartheid de se joindre à une célébration de « la lutte pour les droits LGBTQIA+, les droits de l'homme et l'égalité ».

2020 – 2021 : En 2020, [Queer Cinema for Palestine](#) (QCP) est lancé avec comme proposition que les cinéastes queer s'engagent à ne pas participer aux événements parrainés par le gouvernement israélien, y compris le TLVFest. Plus de 200 cinéastes queers ont signé l'engagement. En 2021, la première édition du festival du film QCP est [organisée](#) par une coalition de 30 groupes à travers le monde – une initiative de solidarité, qui offre un espace dynamique pour se tenir aux côtés des palestiniens autochtones.

Ces impacts liés au BDS ne donne qu'un aperçu de notre situation actuelle. Merci de nous aider à sortir des ténèbres pour aller vers la lumière en continuant à être solidaires de **notre lutte non violente et antiraciste contre l'apartheid, le colonialisme et l'occupation** — et pour que règne en Palestine la liberté, la justice et l'égalité !

Source : [BNC](#)